

Marché à procédure adaptée n°INSERM-GO-2025-09

CCAP - Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Objet : Accord-cadre portant sur des prestations
de séquençage haut débit pour l'unité Inserm U1236**

Pouvoir adjudicateur :
MOBIDIC - UMR INSERM U1236
Université de Rennes 1 - Faculté de médecine
2 avenue du professeur Léon Bernard - CS 34317
35043 Rennes cedex

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.1 – OBJET

Le présent marché porte sur des prestations de séquençage haut débit d'ADN et d'ARN, pour l'unité Inserm U1236.

1.2 – FORME

Le marché constitue un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application de l'article L.2125-1 1° ainsi que des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre, toutes reconductions éventuelles comprises, est fixé à 142.999 € HT.

1.3 – TRANCHES

Le marché comporte les tranches suivantes :

Tranche ferme : Séquençage à très haut débit de librairies d'ADN ou d'ARN

Tranche optionnelle 1 : Prestations de séquençage BRB-Seq, Mi-Seq, HiFi-Seq et Exome-Seq

Le pouvoir adjudicateur fera connaître au titulaire son intention d'affermir ou non la tranche optionnelle par voie expresse, par l'envoi de bon(s) de commande, à tout moment pendant la durée du marché, et au plus tard 2 mois avant la fin de l'exécution de la tranche ferme.

Le non-affermissement de la tranche optionnelle n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité au titulaire du présent marché.

1.4 – DECOMPOSITION EN LOT

Le marché n'est pas alloti.

1.5 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations à réaliser sont définies dans le CCTP du marché.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (bordereau des prix) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Toute clause figurant dans les documents fournis par le Titulaire, y compris les conditions générales de ventes du Titulaire et contraire aux clauses des pièces du marché citées ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 3 – PRESTATION SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans un délai de 3 ans à compter de la notification du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

4.1 – Durée du marché

La durée du présent marché est fixée à 12 mois à compter de sa date de notification. Cette période sera reconduite 1 fois tacitement par période de 12 mois, sans dépasser une durée totale de 24 mois.

4.2 - Date de prise d'effet des prestations

Les prestations prennent effet à compter de la date de notification du marché.

4.3 - Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont ceux qui sont précisés dans le CCTP Cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 5. - PRIX

5.1 – CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont ceux exprimés en Euros (€) HT et TTC dans le bordereau des prix (annexe 1 à l'Acte d'Engagement).

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre les charges directes, résultant de l'exécution des prestations, comme l'achat de matières premières, la main d'œuvre, les frais de déplacement, les charges indirectes (approvisionnement, stockage, impôts, frais de gestion...) et les aléas liés à l'exécution du marché.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

5.2 – VARIATION DU PRIX

Les prix sont fermes durant la 1^{ère} année. Ils pourront être révisés à la date anniversaire du marché.

5.2 – CLAUSE BUTOIR

Une révision des prix pourra être appliquée à la baisse, compte tenu de l'évolution des coûts des prestations. Le Titulaire informera le pouvoir adjudicateur de ses nouveaux tarifs dans un délai jusqu'à 2 mois avant la date anniversaire du marché.

ARTICLE 6 : EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Chaque bon de commande émis est signé ou validé par l'ordonnateur concerné (ou son représentant dûment habilité) et est envoyé par mail au Titulaire qui doit en accuser réception.

Les bons de commande peuvent être adressés au Titulaire dès la prise d'effet de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, et ce jusqu'à l'expiration de sa durée de validité. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

Les bons de commande émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, dont l'exécution s'étend au-delà de cette date, doivent être exécutés entièrement par le Titulaire.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix prévus à l'annexe financière du présent accord-cadre.

ARTICLE 7 : MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le Titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Grand Ouest.

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu, et transmises selon les directives indiquées au paragraphe 7.1.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du Titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du présent marché ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de la livraison effective des prestations livrées ;
- le cas échéant les modalités particulières de règlement ;

- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au Titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

7.1 Transmission de la facture

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, CHORUS PRO, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

7.2 Règlement

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

7.3 Délai de paiement

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le Titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

7.4 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du

semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

7.5 Ordonnateur et comptable assignataire

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué régional de l'Inserm DR Grand Ouest situé à l'adresse suivante :

-Inserm DR Grand Ouest, bâtiment Atlantica, 24 boulevard Vincent Gâche 44200 NANTES

La comptable assignataire du paiement est l'Agent Comptable Secondaire situé à la même adresse.

ARTICLE 8 – AVANCE

Sauf renonciation expresse du Titulaire dans l'Acte d'Engagement, une avance de 5% est versée au Titulaire, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-13 du Code de la commande publique.

Pour un marché d'une durée supérieure à 12 mois, l'avance est calculée sur une base de 12 fois le montant initial toutes taxes comprises, divisé par la durée totale du marché, puis multipliée par le montant de l'avance.

Toutefois le taux de l'avance est porté à 10 % lorsque le Titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

ARTICLE 9. REPRESENTANTS AU MARCHE

9.1. Représentant de l'Inserm

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

9.2. Représentant du Titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1. Conseil et d'information

Le Titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.2. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG/FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

10.3. Obligations réglementaires

Le Titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite : <http://www.e-attestations.com/fr/>

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service "SIPSI" du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L.

1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

ARTICLE 11. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 12. CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérifications et d'admission s'effectuent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives peuvent s'effectuer en l'absence du Titulaire de l'accord-cadre. Elles sont effectuées par l'acheteur ou son représentant.

ARTICLE 14. PROPRIETE ET EXPLOITATION

Les échantillons restent la propriété exclusive de l'unité U1236 Inserm. Le Titulaire ne pourra les transférer ou en faire usage hors du cadre prévu par ce marché. Les savoir-faire et connaissances mis en œuvre par le Titulaire pour réaliser la prestation restent la propriété du Titulaire.

Chaque partie au marché s'engage à prendre toute mesure nécessaire à la protection des informations de nature confidentielle relatives à l'autre partie et dont la divulgation serait rendue nécessaire afin de satisfaire à l'exécution du présent marché. De telles informations peuvent être écrites, orales, numériques ou graphiques, quel que soit leur support ou leur mode de transmission et incluent toute information, connaissance, savoir-faire ou donnée de nature intellectuelle, technique, scientifique, commerciale, financière ou industrielle, ainsi que toute information relative à l'organisation d'une partie, sa politique, sa gestion administrative et financière, mais également toute information interne, comptable, sociale ou juridique.

ARTICLE 15. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les dispositions ci-après s'appliquent dans le cas où certaines données transmises par l'Inserm au Titulaire en application du présent marché constituaient des données à caractère personnel.

15.1 Obligations des parties

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

15.2 Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable. Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché.

Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données. Le cas échéant, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

ARTICLE 16 – PENALITES

Le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable :

- **Retard d'exécution :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG- FCS, il sera appliqué une pénalité de 100€ HT par échantillon et par jour calendaire de retard, applicable à compter du lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations a expiré.

- **Exécution partielle ou mauvaise exécution des prestations :**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il sera appliqué une pénalité de 100€ HT par manquement constaté au regard des exigences formulées au CCTP. Ce manquement sera appuyé par un constat écrit.

- **Non-respect des engagements en matière de protection de l'environnement :**

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

Les pénalités sont cumulables et non révisables.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre des factures émises.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant des pénalités pour retard ne peut excéder 20 % du montant total HT du marché.

ARTICLE 17 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ

17.1 Modification du marché

La modification des contrats en cours d'exécution est encadrée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

17.2 Modifications mineures relatives au Titulaire

Les modifications suivantes qui sont relatives au Titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du Titulaire ;
- Modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du Titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 5.4 du présent CCAP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société Titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Langue

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

19.2 Sous-traitant

19.2.1- Procédure d'agrément

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent / téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,

-les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

19.2.2- Modalités de paiement des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 7.3 du CCAP.

19.3 Assurance responsabilité civile

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée de l'accord-cadre, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du Titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

19.4 Résiliation

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG- FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour faute du présent marché, l'Inserm se réserve la faculté de faire procéder par un tiers les prestations objet du marché public, aux frais et risques du Titulaire défaillant.

ARTICLE 20 – MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire veille à ce que les prestations réalisées dans le cadre du présent marché permettent la préservation de l'environnement, notamment en ce qui concerne la consommation électrique des équipements de séquençage, l'utilisation des produits chimiques, l'utilisation des formats numériques pour la remise des rapports.

En cas de non-respect de ses engagements, le Titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 16 du présent CCAP.

ARTICLE 21 – DIFFEREND - LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Grand Ouest.

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 22 - DEROGATIONS

L'article 10.2 déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS

L'article 13 déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS

L'article 16 déroge aux articles 14 du CCAG-FCS

L'article 19.4 déroge aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS